M. Gray (Windsor-Ouest): Monsieur le Président, j'aurais une question à poser au député. Ne se rend-il pas compte que ce projet de loi ne serait pas adopté maintenant sans l'accord entier de son leader à la Chambre en son nom et en celui de son parti? J'espère qu'il ne dira pas que ce projet de loi a été adopté en douce. Deuxièmement, ne voit-il pas que, lorsqu'il dit que le gouvernement est un gouvernement interventionniste, il donne une mauvaise connotation au mot intervention?

M. Rodriguez: Monsieur le Président, oui, nous voulions que ce projet de loi soit déposé à la Chambre et cela pour une bonne raison. Nous voulions un vote et nous voulions que les conservateurs et les libéraux votent ensemble pour ce projet de loi interventionniste.

M. le Président: La Chambre est-elle prête à se prononcer?

Des voix: Le vote!

M. le Président: La question porte sur la motion suivante: M^{me} McDougall, appuyée par M. Hnatyshyn, propose que le projet de loi C-37, tendant à prévoir une aide financière à la Banque commerciale du Canada, soit lu pour la 2^e fois et, du consentement unanime, renvoyé au comité plénier. Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

M. le Président: Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

M. le Président: Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

M. le Président: A mon avis, les oui l'emportent.

Et plus de cinq députés s'étant levés:

M. le Président: Convoquez les députés.

(La motion de M^{me} McDougall, mise aux voix, est adoptée.)

(Vote n° 21)

POUR

Messieurs

Allmand	Collins (M ^{me})	Gagliano
Andre	Cook	Gauthier
Belsher	Cooper	Gervais
Bernier	Copps (M ^{me})	Gray
Bertrand (M ^{me})	Corbett	(Bonaventure-Îles-de-la-Madeleine)
Blais	Crombie	Gray
Blouin (M ^{me})	Crouse	(Windsor-Ouest)
Bouchard	Dantzer	Guilbault
Boudria	Darling	(Saint-Jacques)
Bourgault (M ^{me})	Della Noce	Guilbault
Boyer	Dick	(Drummond)
Brightwell	Dingwall	Gustafson
Brisco	Ellis	Halliday
Browes (M ^{me})	Epp	Hamelin
Cadieux	(Provencher)	Hawkes
Charest	Fennell	Hicks
Clark	Forrestall	Hnatyshyn
(Yellowhead)	Fretz	

L'ajournement

Messieurs

Hockin	McDermid	Ricard
Holtmann	McDougall (M ^{me})	Rossi
James	(St. Paul's)	Scowen
Jardine	McGrath	Sparrow
Jelinek	McKenzie	(M ^{me})
Jepson	McKnight	Stackhouse
Jourdenais	Nicholson (M ^{lle})	Taylor
Kempling	(Trinity)	Thacker
Kilgour	Nicholson	Tremblay
Killens (M ^{me})	(Niagara Falls)	(Lotbinière)
Kindy	Nielsen	Tupper
King	Nowlan	Turner
Ladouceur	Nunziata	(Ottawa-Carleton)
La Salle	Oberle	Turner
MacDougall	Oostrom	(Vancouver Quadra)
(Timiskaming)	Pépin (M ^{me})	Valcourt
Malone	Plamondon	Vankoughnet
Marchi	Plourde	Vincent
Martin (M ^{me})	Porter	Wenman
Mazankowski	Redway	White
McCain	Reid	Winegard
McCuish	Reimer	Witer—105.

CONTRE

Messieurs

Benjamin	Jewett (M ^{me})	Nystrom
Deans	Langdon	Riis
Heap	McCurdy	Rodriguez—9.

● (1810)

M. le Président: Je déclare la motion adoptée.

(La motion est adoptée, le projet de loi est lu pour la 2^e fois et, du consentement unanime, renvoyé au comité plénier.)

MOTION D'AJOURNEMENT

[Français]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office en conformité de l'article 45 du Règlement.

LES DROITS DE LA PERSONNE—LE PROGRAMME D'AIDE À LA CONTESTATION JUDICIAIRE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa-Vanier): Monsieur le Président, le 22 mars dernier, je posais une question en Chambre au secrétaire d'État (M. McLean) concernant le programme d'aide à la contestation judiciaire et je demandais quelle était la position du gouvernement en ce qui a trait à étendre ce programme à l'article 15 de la Constitution.

On sait que le programme a été créé en 1978 pour aider financièrement les personnes qui cherchent à obtenir des tribunaux des décisions qui permettront de mieux clarifier les droits linguistiques garantis par la Constitution. On se souviendra que le programme d'aide à la contestation judiciaire inclut les articles 93 et 133 de l'Acte de 1867 et l'article 23 du Manitoba et, depuis 1982, l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés, article qui traite des droits linguistiques.